

«Le modèle français», comment devrait-il fonctionner dans le discours roumain?

Sanda-Maria ARDELEANU

Université “Ștefan cel Mare” de Suceava

sanda_ard@yahoo.com

Présent à la Réunion des Présidents de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) – Région Europe, à Bucarest et à Suceava, René DOSIÈRE, député français dans la région d'Aisne, combattant reconnu pour sa transparence dans la gestion publique, l'auteur du célèbre ouvrage intitulé *L'Argent de l'Etat*, nous a laissé en souvenir deux livres parus à la prestigieuse Maison d'édition du Seuil: *L'Etat au régime. Gas-piller moins pour dépenser mieux*, dans la collection “Points” (2012, actualisée en 2013) et *Le métier d'élu local*, publié en janvier 2014.

Les deux ouvrages impressionnent par la franchise des points de vue exprimés et, surtout, par les dévoilements des coulisses de la politique française que le dignitaire-auteur fait d'une parfaite objectivité au-delà des partis et des idéologies, toujours équidistant, tout en reconnaissant «le bon» et «le mal» des gouvernements de gauche ou de droite.

Doué d'une scrupulosité propre à un financier honnête et d'une ténacité respectable (ne pas oublier qu'en 2007 René DOSIÈRE publiait *L'Argent caché de l'Elysée*), le parlementaire français vise les comptes de l'Etat français, tout en découvrant qu'il emprunte 21 millions d'euros par heure, que la dette de l'Etat entraîne le paiement d'un taux de 100.000 euros par minute, mettant en question le fait si un gouvernement avec 37 ministères ne serait-il un peu surchargé...

Sans se borner à «critiquer» la politique financière de l'Etat français, René DOSIÈRE avance des propositions concrètes pour épargner, entre 15 et 20 milliards d'euros, se demandant également d'une manière rhétorique comment soit-il possible d'exiger des efforts de la part des citoyens français tandis que les gouvernants n'en font aucun, tout en affichant leur prospérité.

En 1982, avec la grande loi de la décentralisation, la France vise l'application des conditions de l'exercice des mandats locaux, qui allait commencer dès 1992. Dorénavant, la législation française reconnaît le rôle de l'argent dans la vie publique locale et, de plus en plus, la motivation de la candidature est donnée par les rémunérations prévues pour les élus. Les sources occultes de financement pour les élections sont devenues plus nombreuses à travers la loi de la décentralisation, car le pouvoir local est devenu décisif. C'est l'une des raisons pour lesquelles les responsables de la politique française ont été censés établir beaucoup plus de clarté et de transparence pour le financement de la vie politique.

Quant au mandat local, René DOSIÈRE affirme qu'il n'est plus perçu en tant que devoir envers le citoyen, mais plutôt comme un métier, le maire étant également le financeur, l'entrepreneur et l'un des plus importants patrons dans la communauté. Par le biais de son expérience dans le domaine public, le dignitaire français démontre le péril de cette évolution de l'élu local pour la démocratie. L'ouvrage *Le métier d'élu local* fonde ses conclusions sur une analyse des améliorations apportées à l'exercice des mandats locaux et soutient avec des forts arguments la conviction de l'auteur selon laquelle les élus locaux devraient rester au service de l'intérêt général lors d'une mission publique. L'élu local ne doit pas professionnaliser sa qualité, puisqu'il existe le danger de faire augmenter la distance qui s'instaure entre lui et la population qu'il représente.

La France a permis le cumul des mandats (par exemple, maire et parlementaire), mais, à présent, il existe un projet politique, soutenu aussi par René DOSIÈRE, qui sollicite la suppression urgente du cumul des mandats, dans la logique d'une société démocratique.

Issus à l'intérieur de la classe politique française, les textes de René DOSIÈRE représentent une lecture passionnante, le suspense et le dévoilement allant sur le schéma du texte du journaliste d'investigation, de la littérature policière et de la fable qui englobe toujours une morale. Dépourvus des «à propos», des pseudonymes ou des initiales, les ouvrages du politicien français ont l'empreinte du courage de parler franchement, avec toutes les informations y comprises...

Pour le moment, parler de «moralité» dans la politique peut devenir ridicule. Dans une société qui risque à perdre, pas à pas, ses repères et ses valeurs, la moralité politique pourrait représenter une mesure de sauvegarde. Mais, à ce sens, il est nécessaire un effort commun de la part de tous ceux qui ont la responsabilité politique et doivent rendre plus transparente la vie publique et, pourquoi pas, donner une loi de la «moralité de la vie politique», soutenue d'ailleurs par René DOSIÈRE aussi.

(René DOSIÈRE, *L'Etat au régime. Gaspiller moins pour dépenser mieux*,
Seuil, Paris, 2012.

René DOSIÈRE, *Le métier d'élu local*,
Seuil, Paris, 2014)